

Annexe 4

INDICATEURS DE SUIVI ET D’EVALUATION DU PO FEDER-FSE 2014-2020

Version du 28/10/2020

AXE 1 – OS 1 (IP 1.a)

« Augmenter les capacités de recherche appliquée, de développement technologique et d’innovation dans le cadre de la stratégie de spécialisation intelligente de l’Aquitaine »

Résultat attendu : hausse des capacités de recherche appliquée et de développement technologique en tant que ressources disponibles pour les entreprises qui ont le projet de commercialiser de nouveaux produits innovants.

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR1	Effectifs de recherche & développement en Nouvelle-Aquitaine	Chercheur ou personnel de soutien en ETP*	Plus développée	21 409	2014	24 192 de +11% à +15%	MESR	annuelle

Ce choix d’indicateur procède de l’analyse suivante : la mise en œuvre d’un programme de R&D implique non seulement des moyens techniques mais aussi le recrutement de compétences. L’activité des centres de compétences en innovation qui travaillent pour les entreprises innovantes repose sur leurs ressources humaines.

Celles-ci sont moins sensibles aux variations conjoncturelles que les dépenses de R&D, indicateur alternatif possible. Ce choix est cohérent avec les indicateurs communs de réalisation retenus.

L'indicateur des dépôts de brevets n'a pas été retenu car les principaux secteurs d'activité de la région (IAA, aéronautique-espace-défense...) brevètent peu. Il ne reflète donc pas la réalité des capacités d'innovation régionales.

* Sont considérés comme personnels de soutien à la recherche tous les personnels non chercheurs qui participent à l'exécution des projets de R&D : les techniciens et personnels assimilés qui exécutent des tâches scientifiques sous le contrôle des chercheurs ainsi que les travailleurs qualifiés ou non, le personnel de bureau et le personnel de secrétariat qui participent à l'exécution des projets de R&D ou qui y sont directement associés (MESR).

Calcul de la cible :

Evolution de 2007 à 2011, dernière année disponible : + 1 722 (rupture de série en 2009. Ce nombre est obtenu en calant l'évolution 2009-2011 sur la donnée 2009 non révisée), soit +14 %.

Hypothèse d'évolution entre 2011 et 2013, compte-tenu de la situation de quasi-stagnation économique : stabilité des effectifs

Hypothèse de croissance faible d'ici à 2023.

L'évolution qui avait été établie sur le PO Aquitain en 2011 était de : +15 à +20% sur 12 années. En prenant une valeur de référence en 2014 et une année cible en 2023, on obtient une évolution de 11% à 15% sur 9 années soit une moyenne de +13%. La valeur cible approximative s'en retrouve donc modifiée = $(21\,409 \times .13) + 21\,409 = 24\,192.17$

Réalisation :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		

CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Plus développée			5000	MDNA	annuelle
CO24	Nombre de nouveaux chercheurs dans les entités bénéficiant d'un soutien	Chercheur	FEDER	Plus développée			133	MDNA	annuelle
CO25	Nombre de chercheurs travaillant dans des structures de recherche améliorées	Chercheur	FEDER	Plus développée			700	MDNA	annuelle
CO26	Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprise	FEDER	Plus développée			5000	MDNA	annuelle
AQIC1	Nombre de visiteurs des Centres de culture scientifique, technique et industrielle	Visiteur	FEDER	Plus développée			2 000 000	MDNA	annuelle

Notre réflexion s'appuie sur une comparaison avec le PO 2007/2013 : nous disposons de chiffres au 31/12/2013, que nous pouvons extrapoler au 31/12/2015 et comparer ainsi les 2 PO dans leur intégralité.

A noter l'interdiction du comptage multiple d'entreprises pour la nouvelle programmation, qui était permis et pratiqué sur le PO 2007/2013. Il ne faudra compter désormais que les entreprises nouvellement aidées, ce qui va drastiquement détériorer les chiffres émanant de comparaisons avec le PO 2007/2013.

Pour mémoire, valeur cible totale (somme des OS 1 à 4) de l'IC1 au 31/12/2023 = 3 800. Après réactualisation des cibles, cette valeur atteint 11 252.

- **CO01 = CO26 = 5 000 entreprises**

Les centres de compétences et d'innovation bénéficiaires potentiels ont été interrogés sur leurs programmes d'activité à l'horizon 2018 (coopération avec 1 020 nouvelles entreprises). La cible 2023 a été calculée grâce à une règle de trois pour deux années supplémentaires de programmation. L'indicateur est revu à la hausse afin de valoriser les opérations conduites par les filières agricoles et qui bénéficient in fine à l'ensemble de leurs membres. Le chiffre de 5 000 correspond aux nombres d'entreprises ajusté à la valeur programmée sans double compte).

En effet, pour cet indicateur comme pour d'autres, le risque existe que les entreprises bénéficiaires le soient également au titre d'un autre soutien. De ce fait, afin de ne comptabiliser ces entreprises qu'une seule fois, une marge d'erreur appliquée sur la base du programmé permet d'écarter le risque de double compte.

- **CO24 = 133 chercheurs**

On part de l'indicateur du PO 2007-2013 relatif à l'objectif 1.1 actuel « emplois directs additionnels créés bruts (ETP) en attendu et réalisé » qui mentionne 210 ETP créés au 31/12/2013 et qui devrait atteindre 230 au 31/12/2015. Au-delà des chercheurs, il s'agissait pour le PO 2007-2013 de comptabiliser l'ensemble des emplois créés en lien avec le projet (techniciens, administratifs...). Par expérience, la proportion de chercheurs et d'ingénieurs au sein de cet effectif est minoritaire ; de plus, la S3 opère une forte sélectivité sur les dossiers éligibles au regard de la programmation précédente. Enfin, le montant maquette disponible pour des opérations semblables est inférieur. L'objectif est fixé à 100. La valeur cible pour 2023 est revue à la hausse afin de s'ajuster à la valeur prévisionnelle du programmé.

- **CO25 = 700 chercheurs**

L'objectif 1.1 du PO 2007-2013 « développer la recherche finalisée et valoriser ses résultats », qui correspond majoritairement à l'IP « infrastructures de recherche » du nouveau programme, a financé 200 projets. Ces 200 projets ont impliqué environ 1 500 chercheurs. La S3 opérant une forte sélectivité sur les dossiers éligibles au regard de la programmation précédente et le montant maquette disponible pour des opérations semblables étant inférieur, l'ambition pour 2014/2020 est ramenée à 700 chercheurs.

- **AQIC1 = 2 000 000 visiteurs**

Sur une année moyenne de référence, Cap Sciences et Lacq Odyssée touchent 300 000 visiteurs (sur site+ itinérance), soit par extrapolation sur 6 ans (2015 à 2020 inclus) 1 800 000 visiteurs. L'objectif partagé avec les CCCSTI est de faire progresser la fréquentation sur sites ou via l'itinérance, la cible est donc fixée à 2 000 000 de visiteurs.

- **IR1 = 24 192**

Le choix de modification de l'indicateur a été motivé par le changement de valeur de référence T0 dû à la fusion des régions. En effet, la valeur de référence et la valeur cible étaient uniquement basées sur le territoire aquitain.

AXE 1 – OS 2 (IP 1.b)

« Accroître et accélérer la mise sur le marché de produits ou procédés innovants »

Résultat attendu : augmentation des produits et procédés innovants mis sur le marché par l'intensification de la RDI des entreprises.

N.B. : la notion de produit inclut celles de service et de procédé dans la nomenclature européenne

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence (en million d'euros)	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR2	DIRD des entreprises en Nouvelle-Aquitaine	M€	Plus développée	1 386	2014	1 521 De +8% à +11.5%	MESR	Annuelle

Ordres de grandeur :

PIB Aquitain (en valeur) : 88 790 M€ en 2011 (source : Insee, comptes régionaux base 2005)

DIRDE aquitaine : 846 M€ en 2011

FEDER axe 1 – OS2 : 38 M€ sur 7 ans, soit un montant total d'investissement (public et privé) de 152 M€, soit 21,7 M€/an

Facteurs négatifs :

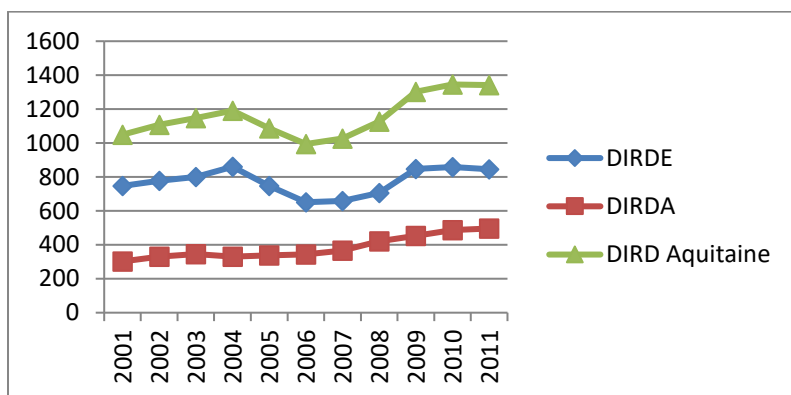
- Croissance économique modérée par une politique budgétaire stricte
- Accès au crédit restreint, malgré une politique monétaire accommodante (in zone euro), en raison de la régulation financière (Bâle III notamment) et du contexte macroéconomique
- Situation financière des entreprises dégradée par la crise (taux de marge et taux d'investissement érodés)
- Spécialisation technologique insuffisante du tissu économique (31 % en la VA en techno haute ou moyenne-haute, 62 % en techno faible ou moyenne-faible, Aquitaine, BDF 2011)
- Concentration sectorielle forte de l'innovation technologique (aéronautique et chimie), dépendance de décisions d'investissement d'un nombre réduit d'établissements
- Nombre insuffisant d'entreprises de plus de 50 salariés et d'ETI

Facteurs positifs :

- Contexte international de concurrence soutenue

- Programmes publics incitatifs : pôles de compétitivité, 34 plans industriels, crédit d'impôt recherche, politique régionale notamment en faveur du développement technologique et du développement des entreprises de taille intermédiaire, FEDER...
- Compétences disponibles (laboratoires, centres technologiques, écoles d'ingénieurs...)
- Mouvement de fond en faveur de l'innovation technologique porté par le développement du numérique et de l'économie verte (nouveaux marchés)

Evolution de la DIRD en Aquitaine de 2001 à 2011, en M€ (rupture de série en 2009. L'évolution 2009-2011 est calée sur la donnée 2009 non révisée).



L'évolution de la DIRDE entre 2001 et 2011 est de +13,1 %. Elle est ralentie par un fort recul au milieu des années 2000, avant un retour au niveau d'investissement antérieur en 2008 et son maintien pendant la crise.

L'hypothèse formulée est basée sur un redémarrage modéré de l'activité économique qui, compte-tenu des facteurs négatifs et positifs identifiés, pourrait engendrer une évolution de la DIRDE similaire à celle enregistrée entre 2001 et 2011, soit une cible de 957 M€ en 2023, soit +13 %.

Si la valeur cible est construite sur l'objectif des 3% du PIB en dépense de R&D. Cela suggérerait une valeur de 3 282 Millions d'euros de dépenses uniquement dans les entreprises. Soit une évolution de 237%, ce qui est invraisemblable à réaliser

Si l'on se réfère à ce qui été envisagé dans le PO Aquitain comme augmentation, on a une évolution escompté de +11% à +15%, sur une durée de 12 années. Avec un raisonnement similaire à ce qui a été fait pour le changement de l'indicateur IR1, cette évolution sur 9 années se traduirait par une augmentation de +8% à 11.5% et donc une moyenne à +9.75%.

Valeur cible approximative = $(1386 * .0975) + 1386 = 1\,521.14$

Réalisation :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Plus développée			1740	MDNA	annuelle
CO02	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	FEDER	Plus développée			40	MDNA	annuelle
O0C4	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	FEDER	Plus développée			1 700	MDNA	annuelle
CO06*	Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	€	FEDER	Plus développée			77 000 000	MDNA	Annuelle
CO26	Nombre d'entreprises coopérant avec des organismes de recherche	Entreprises	FEDER	Plus développée			27	MDNA	annuelle
CO28	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour le marché	Entreprises	FEDER	Plus développée			25	MDNA	annuelle
CO29	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien pour lancer des produits nouveaux pour l'entreprise	Entreprises	FEDER	Plus développée			15	MDNA	annuelle

*Indicateur ajouté à la demande de l'unité évaluation de la DG Regio (cf. commentaires sur version SFC d'avril 2014). Il sera renseigné automatiquement à partir des plans de financement des projets soutenus

- **CO01 = CO02 + CO04 = 1740 entreprises**

L'indicateur est ajusté à la programmation avec prise en compte des doubles comptes. La mise en œuvre d'opérations impliquant un nombre élevé d'entreprises bénéficiaires permet sa révision à la hausse pour 2023.

- **CO02 = CO28 + CO29 = 40 entreprises**

Le ré abondement de l'OS 1.2 n'implique pas une évolution significative du nombre d'entreprises bénéficiant d'une subvention. La réallocation des fonds vise le financement d'une opération dont l'impact se mesure à l'échelle de la montée en puissance d'une filière et de la création d'emplois.

- **CO04 = 1700 entreprises**

Les structures d'interface entre formation, recherche et entreprises, bénéficiaires potentiels, ont été interrogés sur leurs programmes d'activité à l'horizon 2018 (1 000 nouvelles entreprises accompagnées). La cible 2023 est calculée grâce à une règle de trois pour deux années supplémentaires de programmation. L'indicateur est ajusté à la programmation. La mise en œuvre d'opérations impliquant un nombre élevé d'entreprises bénéficiaires permet sa révision à la hausse pour 2023.

- **CO06 = 77 000 000€**

Le montant prévisionnel de fonds publics (FEDER ou FEDER + contrepartie publique nationale) destinés à l'accompagnement direct des entreprises qui portent un projet d'innovation est évalué à 23 M€. Il va compléter un investissement privé estimé à 77 M€ (taux d'intervention publique estimé à 30 % : investissements en innovation).

- **CO26 = 27 entreprises**

Sur les 77 programmes de R&D des entreprises accompagnés sur la programmation 2007/2013, 10 ont collaboré avec un organisme de recherche. La S3 opérant une forte sélectivité sur les dossiers éligibles au regard de la programmation précédente et le montant maquette disponible pour des opérations semblables étant inférieur d'une part, mais l'objectif régional étant de favoriser les liens recherche/entreprises, notamment à travers le maillon des centres de compétences en innovation d'autre part, l'objectif est maintenu à 10.

L'indicateur est ajusté à la hausse conformément à la valeur du programmé.

- **CO28 = 25 entreprises**

Sur les 77 programmes de R&D des entreprises accompagnés sur la programmation 2007/2013, 46 entreprises ont été soutenues pour lancer un produit nouveau sur le marché. La S3 opérant une forte sélectivité sur les dossiers éligibles au regard de la programmation précédente et le montant maquette disponible pour des opérations semblables étant inférieur, l'objectif est ramené à 25.

- **CO29 = 15 entreprises**

Sur les 77 programmes de R&D des entreprises accompagnés sur la programmation 2007/2013, 31 entreprises ont été soutenues pour lancer un produit nouveau pour l'entreprise. La S3 opérant une forte sélectivité sur les dossiers éligibles au regard de la programmation précédente et le montant maquette disponible pour des opérations semblables étant inférieur, l'objectif est ramené à 15.

- **IR2 = 1 521**

Le choix de modification de l'indicateur a été motivé par le changement de valeur de référence T0 dû à la fusion des régions. En effet, la valeur de référence et la valeur cible ont dû se voir modifiées. Afin de pouvoir exploiter cet indicateur à l'échelle de la Nouvelle Aquitaine.

AXE 1 – OS 3 (IP 3.a)

« Accroître la pérennité des PME nouvellement créées et reprises »

Résultat attendu : augmentation du taux de survie des PME nouvellement créées ou reprises

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR3	Taux de survie à 3 ans des entreprises nouvellement créées et reprises*	%	Plus développée	69,6%	2013	70,5%	INSEE**	Tri-annuel (2015, 2019 et 2023)

* Entreprises créées en 2006 encore actives en 2009. Publication par l'INSEE en 2011. La génération suivante d'enquêtes, sur les entreprises créées en 2010, fera l'objet d'une publication sur leur taux de survie à 3 ans début 2015.

** enquêtes Sine 2006, 2009 et 2011. Le dispositif Sine est un système permanent d'observation des jeunes entreprises. Il a pour objectif de suivre une génération d'entreprises pendant cinq ans. Une génération correspond aux entreprises nées la même année. L'ossature de ce système repose sur trois enquêtes directes par voie postale : la 1^{re} enquête intervient dès les premiers mois de la création de l'entreprise ; la 2^e interrogation est réalisée la 3^e année d'existence de l'entreprise ; la 3^e enquête est adressée cinq ans après la naissance de l'entreprise.

Addendum suite aux conditions ex ante

Valeur de référence

- *Le taux de survie à 3 ans des entreprises aquitaines créées en 2010 est de 69,6 %, selon l'enquête Sine 2013 contre 71,3% pour la France.*

Sources INSEE : Insee Résultats - Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2013 : la génération 2010 trois ans après N° 78 économie - mai 2015

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?id=4651®_id=0

Valeur Cible 2023

- *l'objectif fixé est de réduire au moins de moitié l'écart entre la situation régionale avec le niveau moyen France soit une cible de 70,5% en référence 2023*

Année de création	Années d'enquête (taux de survie)	Année de publication
2006	2006	Fév-2008
	2009 (3 ans)	Fév-2011
	2011 (5 ans)	Fév-2013
2010	2010	Fév-2012
	2013 (3 ans)	Fév-2015
	2015 (5 ans)	Fév-2017
2014	2014	Fév-2016
	2017 (3 ans)	Fév-2019
	2019 (5 ans)	Fév-2021
2018	2018	Fév-2020
	2021 (3 ans)	Fév-2023
	2023 (5 ans)	Fév-2025

Le taux de survie à 3 ans est privilégié au taux à 5 ans compte tenu du calendrier ci-contre de réalisation des enquêtes et de publication de leurs résultats.

Il permet de suivre trois cohortes de jeunes entreprises créées en 2010, en 2014 et en 2018 et d'apprécier l'évolution du taux.

Le taux de survie à 5 ans des entreprises créées en 2018 ne sera disponible qu'en 2025.

Réalisation :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	FEDER	Plus développée			4 012	MDNA	Annuelle
CO02	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	FEDER	Plus développée			5 12	MDNA	Annuelle
CO 03	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions	Entreprises	FEDER	Plus développée			1000	MDNA	Annuelle
CO04	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	FEDER	Plus développée			4 000	MDNA	Annuelle
CO05	Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	FEDER	Plus développée			3 612	MDNA	Annuelle
CO06*	Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	€	FEDER	Plus développée			-9 000 000	MDNA	Annuelle

*Indicateur ajouté à la demande de l'unité évaluation de la DG Regio (cf. commentaires sur version SFC d'avril 2014). Il sera renseigné automatiquement à partir des plans de financement des projets soutenus

- **CO01 = CO02+ CO04 = 4 012 entreprises**

L'indicateur est revu à la hausse afin de tenir compte du nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien supérieur à la cible initiale. En effet le financement en fin de programmation de nouveaux programmes d'accompagnement à la création d'entreprises et la dotation de fonds de prêts d'honneur a un impact fort sur l'indicateur. L'indicateur est ajusté au prévisionnel de programmation avec déduction des risques de double compte.

- **CO02 = 12 entreprises**

Deux entreprises sont concernées en fin de programmation 2007-2013. Compte-tenu de la volonté de développer ce mode de soutien à la création d'entreprise, la cible de 5 projets soutenus est fixée pour la programmation 2014-2020. La cible reste modeste car les fonds FEDER sont peu adaptés à l'accompagnement direct des entreprises en création. Celles-ci sont soutenues en subvention via d'autres mécanismes nationaux. La cible 2023 est ajustée au prévisionnel de programmation (12 entreprises dont 4 start up).

- **CO 03 : 1 000 entreprises**

Il s'agit du nombre d'entreprises bénéficiant de prêts d'honneur, ajusté au prévisionnel de programmation (1656) et prenant en compte le risque de double compte (40%). Cet indicateur vient compléter les indicateurs fixés initialement sur l'OS 1.3 qui ne tenait pas compte des instruments financiers mis en place par l'autorité de gestion.

- **CO04 = 4 000 entreprises**

Il s'agit des entreprises nouvelles accompagnées par les technopoles, pépinières et structures d'appui à la création/reprise ainsi que celles accompagnées dans le cadre des instruments financiers (CO 03).

Le financement en fin de programmation de nouveaux programmes d'accompagnement à la création des entreprises a un impact fort sur l'indicateur. L'indicateur est ajusté au programmé avec déduction des risques de double compte.

- **CO05 = 3 612 entreprises, soit CO 01 – 400 entreprises bénéficiant d'un prêt d'honneur en reprise**

- **CO06 = 9 000 000€**

Le montant prévisionnel de fonds publics (FEDER ou FEDER + contrepartie publique nationale) destinés à l'accompagnement direct des entreprises en création-reprise est évalué à 2 M€. Il va compléter un investissement privé estimé à 3 M€ (taux d'intervention public estimé à 40 %). Afin d'ajuster le montant au programmé, la cible 2023 est fixée à 9M€.

AXE 1 – OS 4 (IP 3.d)**« Accroître la taille des PME »****Résultat attendu : augmentation du nombre d'ETI**

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR4	ETI industrielles dont le siège social est en Aquitaine	Entreprise	Plus développée	250	2012	270 De +6 % à +10 %	Banque de France	2017 et 2023

La cible (270 entreprises soit +8 %) a été calculée à partir de l'étude par les services économiques de la Région d'un panel d'entreprises industrielles aptes à franchir le seuil des 250 salariés, avec le soutien de la Région et du FEDER. Elles présentent les caractéristiques requises en particulier en termes d'effectif, de potentiel de développement au regard de son marché, de degré d'internationalisation et de volonté de croissance du chef d'entreprise. La valeur de référence correspond aux ETI industrielles recensées dans la base de données de la Banque de France.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	FEDER	Plus développée			500 612	MDNA	Annuelle
CO02	Nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	FEDER	Plus développée			45	MDNA	Annuelle
CO03	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions	Entreprises	FEDER	Plus développée			112	MDNA	Annuelle

CO04	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	FEDER	Plus développée			455	MDNA	Annuelle
CO08	Augmentation de l'emploi dans les PME bénéficiant d'un soutien	ETP	FEDER	Plus développée			280 510	MDNA	Annuelle
CO06*	Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	€	FEDER	Plus développée			63 000 000 85 500 000	MDNA	Annuelle

- **CO01 = CO02+ CO04 = 612 entreprises**

Modif 2020 La cible 2023 est revue à la hausse afin d'ajuster la valeur à l'abondement de la maquette de l'OS et à la programmation.

- **CO02 = 45 entreprises**

31 projets d'investissements productifs ont été cofinancés sur la programmation 2007-2013. La volonté régionale de soutenir les PME en termes de performance industrielle et d'accompagner les PME à potentiel afin qu'elles deviennent des ETI d'une part, le montant maquette disponible pour des opérations semblables supérieur d'autre part, permettent d'envisager une augmentation du nombre d'aides directes.

- **CO03 = 112 Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions**

Modif 2020 - L'indicateur CO03 est ajouté pour tenir compte de la programmation d'instrument financier sur cet OS en 2018 – La cible est fixée en tenant compte de la programmation

CO04 = 455 entreprises

Il s'agit des actions collectives dans les filières d'une part, des entreprises accompagnées par les structures d'appui à la compétitivité des PME et à l'attractivité d'autre part.

La fragilité juridique du cadre national du régime actions collectives NN120/90, démontrée par le plan de reprise national opéré sur la programmation 2007-2013, rend hypothétique le recours à ce dispositif. Il serait donc aléatoire de cibler à ce stade un nombre d'entreprises accompagnées dans le cadre de ce dispositif.

La cible d'entreprises implantées en Aquitaine par les structures d'accueil d'investisseurs est calculée à partir des bilans d'activités de BGI, Chemparc et CCI Basque – cellule implantation (soit 120 entreprises).

Les opérations portées par les structures d'appui à la compétitivité des entreprises permettent de revoir à la hausse la cible des entreprises bénéficiant d'un soutien (CO 04 = CO01 – CO02).

- **CO08 = 510 ETP**

L'indicateur du PO 2007-2013 relatif à l'objectif 1.2 « emplois directs additionnels créés bruts (ETP) en attendu et réalisé » s'élève à 4 723 ETP créés au 31/12/2013. Ce nombre devrait atteindre 4 750 au 31/12/2015. Le sous-objectif 1.2.1 « renforcer le potentiel d'innovation des entreprises », équivalent à l'IP3.d du PO 2014-2020, représente 478 emplois, chiffre essentiellement lié à des programmes d'innovation d'entreprises et à des opérations collectives, pour un montant FEDER de 36 M€.

La politique de développement de la performance industrielle et de la compétitivité des PME qui sera conduite sur la période 2014-2020, dotée de 21 M€ au titre des aides directes aux entreprises, devrait entraîner, à proportion du montant FEDER, 280 créations d'emplois. Celles-ci interviendront dans des délais proches de la réalisation de l'investissement cofinancé. Calcul : $(21 \text{ M} \times 478) / 36 \text{ M} = 279$

Modif 2020 : La cible est augmentée à 510 en fonction des opérations d'iF programmées sur cet OS

- **CO06 = 85 500 000 €**

Le montant prévisionnel de fonds publics (FEDER ou FEDER + contrepartie publique nationale) destinés à l'accompagnement direct des entreprises en développement est évalué à 21 M€. Il va compléter un investissement privé estimé à 63 M€ (taux d'intervention publique estimé à 25 % : investissements en innovation, exportation et augmentation des capacités de production).

Le CO01 est l'indicateur de réalisation commun retenu pour les 4 objectifs spécifiques constitutifs de l'axe1. Ce choix est le reflet de la cohérence d'ensemble des objectifs poursuivis et des actions programmées dans ce cadre au bénéfice des entreprises. La cible intermédiaire à 2018 a été calculée au vu du rythme de réalisation du PO 2007-2013 lorsque les aides sont les mêmes, des résultats de l'interrogation des porteurs sur leurs programmes d'actions pour les prochaines années.

Modif 2020 : La cible est augmentée à 85 500 000 en fonction des modifications de la maquette sur cet OS

AXE 2 – OS 1 (PI 10iii)

« Accroître l'accès à l'emploi par la formation tout au long de la vie »

Résultat attendu : augmentation du taux de participants qualifiés à l'issue de formations qualifiantes et/ou certifiantes, augmentation du taux d'accès à l'emploi des participants

Identificateur	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T			H	F	T		
CR03	Personnes obtenant une qualification au terme de leur participation	Plus développée	participant				73	%	2012			75 (73 à 77)	Enquête Opinion Ways sur le devenir des stagiaires	Annuelle
CR04	Personnes exerçant un emploi au terme de leur participation	Plus développée	participant				37	%	2012			40 (37 à 43)		Annuelle

- **CR03 = de 73 % à 77 %**

La mise en place en 2009 d'un dispositif expérimental visant à développer un parcours qualifiant individualisé pour les stagiaires a trouvé un aboutissement en 2012, expliquant le taux de 73 % de personnes ayant obtenu une qualification à l'issue de leur participation (69 % en 2009). Le FSE 2007-2013 a soutenu cette initiative qui s'est traduite par la mise en place d'une veille territoriale et sectorielle, par l'amélioration de la prescription et par la professionnalisation des acteurs. La cible fixée pour 2023 tient compte de cette évolution en intégrant un effet de plafond lié aux abandons inévitables (reprise d'emploi, maladie, déménagement, réorientation...).

- **CR04 = de 37 % à 43 %**

Compte-tenu des difficultés conjoncturelles, l'objectif est d'améliorer le résultat 2012 et de retrouver le taux de personnes en emploi au terme de leur participation de 2009, soit 43 %.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Chômeurs, y compris de longue durée	Participant	FSE	Plus développée	9 000	9 000	18 000	MDNA	Annuelle
CO06	Moins de 25 ans	Participant	FSE	Plus développée	2 600	2 500	5 100		Annuelle

- CO01 = 18 000 participants

Les cibles ont été calculées à partir des données du Programme régional de formation (PRF) pour lequel des projections d'actions de formations ont été réalisées jusqu'en 2017. Ces données ont été extrapolées jusqu'en 2020. Le coût unitaire du parcours de formation est évalué à 2 200 €.

La cible intermédiaire à 2018 (8 100 participants) correspond aux estimations de programmation au titre du PRF en 2017 et 2018, soit 5 000 participants (rien en 2015 et 2016, entièrement dédiées à l'IEJ) et aux actions en faveur des détenus programmées de 2015 à 2018, soit 3 100 participants.

- CO06 = 5 100 participants

La valeur cible représente 30 % du nombre total de stagiaire et correspond à l'objectif que s'est assigné le Conseil régional vis-à-vis des moins de 25 ans.

La cible intermédiaire à 2018 (2 200 participants) correspond aux estimations de programmation au titre du PRF en 2017 et 2018, soit 1 400 participants (rien en 2015 et 2016, entièrement dédiées à l'IEJ) et aux actions en faveur des détenus programmées de 2015 à 2018, soit 800 participants.

Malgré la baisse de la dotation dans le cadre de la modification du PO (V4), les cibles 2023 sont maintenues.

AXE 2 – OS 2 (PI 10.iii)**« Accroître la qualité et l'efficacité du système d'orientation et de formation aquitain »****Résultat attendu : amélioration de la qualité et de l'efficacité des actions du système d'orientation et de formation**

Identificateur	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T			H	F	T		
AQRI1	Taux de rupture dans les formations	Plus développée	participant				10	%	2012			8 (10 à 5)	Conseil régional	Annuelle
AQRI2	Taux de satisfaction des stagiaires qui ont bénéficié d'un conseil et/ou d'un accompagnement en matière d'orientation	Plus développée	participant				80	%	2014			82 (80 à 85)	Enquête à mener	Annuelle
AQRIC	Taux de rupture en apprentissage	Plus développée	participant				23	%	Promotions diplômées en 2012 et 2013			19 (23 à 15)	Aquitaine Cap Métiers	Annuelle

- AQRI1 = 10 % à 5 %

La mise en place du Service public régional de l'orientation (SPRO) devrait permettre de réduire le taux de rupture, en proposant une sécurisation des parcours et une prescription plus adaptée avant l'entrée en formation des stagiaires, dans la limite des abandons inévitables (reprise d'emploi, maladie, déménagement, réorientation...).

- AQRI2 = 80 % à 85 %

La mise en place du SPRO vise à faire travailler en transversalité tous les acteurs de l'orientation afin de délivrer un service au public mieux adapté à ses attentes. S'agissant d'un nouveau dispositif, le taux de satisfaction des premiers stagiaires ne sera mesuré qu'en 2014 (valeur de référence).

La cible a été calculée à partir de l'enquête Opinion Ways sur le devenir des stagiaires qui fait état d'un taux de satisfaction des stagiaires ayant suivi une formation de 82 %. Le taux de 80 % pour les stagiaires qui ont bénéficié d'un conseil et/ou d'un accompagnement en matière d'orientation est calé sur ce résultat.

- **AQRI3 = 23 % à 15 %**

Les 2 dernières enquêtes, produites en 2012 et 2013, font état d'un taux de rupture en apprentissage de 23 %. En lien avec l'objectif fixé par le niveau national pour la période 2007-2013, la Région se fixe pour objectif de tendre vers un taux à 15 %.

Addendum suite aux conditions ex ante

Valeur de Référence AQRI2

La référence retenue est l'indicateur « satisfaction des stagiaires » mesurée à partir de la question suivante de l'enquête régionale annuelle sur le devenir des stagiaires : diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), pas vraiment satisfait(e) ou pas satisfait(e) du tout de l'accompagnement et de l'orientation de cet organisme ? (celui qui a reçu la personne et prescrit la formation)

La valeur de référence est de 80 % (Très satisfaits et satisfaits) pour l'enquête réalisée en 2014 par le cabinet Qualitest.

OS 2 : la valeur de référence pour le taux de satisfaction des stagiaires a été déterminée à l'issue de l'enquête annuelle sur le devenir des stagiaires 2014 lancée par la Région via le cabinet Qualitest. Une question est posée aux stagiaires échantillonnés pour cette enquête : diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, pas vraiment satisfait ou pas satisfait du tout de l'accompagnement et de l'orientation de cet organisme ? Cette question répond bien à l'indicateur "taux de satisfaction des stagiaires".

La distinction hommes/femmes n'est pas exploitée pour cette question.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQR1a	Nombre de projets liés à l'orientation et à la formation	Projet	FSE	Plus développée			300	MDNA	Annuelle

- **AQR1a = 300 projets**

Ce nombre a été évalué sur la base du nombre de projets programmés au titre du FSE en 2013, sur une durée de 7 ans.

AXE 2 – OS 3 (PI 10.ii)**« Réduire la proportion d'étudiants sortis sans diplôme de l'enseignement supérieur »**

Résultat attendu : réduire la part d'étudiants, issus des territoires aquitains les plus en difficultés, sortis sans diplôme de l'enseignement supérieur

Identificateur	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T			H	F	T		
AQRI3	Part des étudiants sortis de l'enseignement supérieur sans diplôme	Plus développée	Participant				17	%	2010			15	CEREQ, enquête génération, avec extension régionale	tous les 3 ans ; prochaine enquête en 2016, sur la génération 2013

- **AQRI3 = 15 %**

L'enquête 2010 porte sur la génération 2007.

L'indicateur de résultat mesure un champ plus large que celui qui a été retenu, circonscrit aux jeunes issus de zones et/ou de milieux défavorisés. Partant du principe que ces derniers sont les plus vulnérables face au décrochage universitaire, l'amélioration de leur situation particulière aura forcément un impact visible sur l'ensemble de la population étudiante.

Les moyens qui seront consacrés aux actions en faveur de la réduction du décrochage universitaire sont suffisamment importants (12 M€ en coût global) pour que l'on puisse escompter un résultat visible. La cible de 15 % a été fixée en fonction du taux moyen observé en France sur la génération 2004, ce qui rend l'objectif réaliste.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQRib	Nombre d'établissements de l'enseignement supérieur impliqués	Etablissement	FSE	Plus développée			10	MDNA	Annuelle
AQRId	Nombre d'opérations en direction des lycéens issus des territoires les plus en difficultés	Etablissement	FSE	Plus développée			15	MDNA	Annuelle

Aucun indicateur du nombre de personnes bénéficiaires de l'action aidée n'a pu être mis en place : il n'est pas possible de comptabiliser précisément, par exemple, le nombre de lycéens qui participent à une manifestation, a fortiori d'en apprécier le degré de sensibilisation. On formule l'hypothèse que les établissements porteurs sauront toucher leur public.

- **AQRib = 10 établissements**

L'Aquitaine compte 3 universités, qui rassemblent 75 % des étudiants, qui seront visées en priorité. 7 autres établissements ont été identifiés comme susceptibles de porter des projets nouveaux visant à lutter contre le décrochage.

- **AQCRId = 15 établissements**

Une même opération pourra concerner plusieurs lycées et se dérouler sur plusieurs années. L'objectif est d'en monter une quinzaine impliquant le plus grand nombre possible de lycéens. Ce nombre a été fixé sur la base de 2 nouvelles opérations montées chaque année.

AXE 2 – OS 4 (PI 8.ii)

« Accroître l'accès à l'emploi des aquitains de moins de 25 ans qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation (NEET) »

Résultat attendu : augmentation du nombre de jeunes en emploi à l'issue d'actions de formation, augmentation du nombre de jeunes accompagnés dans un parcours d'orientation

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure de l'indicateur	indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
				H	F	T			H	F	T		
CR01	Participants chômeurs qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Participant	Chômeurs y compris de longue durée CO01	90			%	2012	92 (90 à 95)			Conseil régional	annuelle
CR02	Participants chômeurs qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Participant	Chômeurs y compris de longue durée CO01	90-			%	2014	50			Conseil régional	annuelle
CR03	Participants chômeurs qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent y compris à titre	Participant	Chômeurs y compris de longue durée CO01	36			%	2012	36 (33 à 39)			Enquête Opinion Way*	annuelle

	indépendant, au terme de leur participation								
CR04	Participants chômeurs de longue durée qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Participant	Chômeurs de longue durée CO02	40	%	2012	<u>45</u> (40 à 50)	Conseil régional	annuelle
CR05	Participants chômeurs de longue durée qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Participant	Chômeurs de longue durée CO02	40	%	2014	<u>50</u>	Conseil régional	annuelle
CR06	Participants chômeurs de longue durée qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Participant	Chômeurs de longue durée CO02	17	%	2012	<u>17</u> (15 à 20)	Enquête Opinion way*	annuelle
CR07	Participants inactifs qui suivent l'intervention soutenue par l'IEJ jusqu'à son terme	Participant	Participants inactifs CO03	90	%	2012	<u>92</u> (90 à 95)	Conseil régional	annuelle
CR08	Participants inactifs qui reçoivent une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage au terme de leur participation	Participant	Participants inactifs CO03	90	%	2014	92	Enquête à mener	annuelle

CR09	Participants inactifs qui suivent un enseignement/une formation, ou qui obtiennent une qualification, ou qui travaillent, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Participant		33	%	2012	<u>36</u> <u>(33 à 39)</u>	Enquête Opinion way*	annuelle
CR10	Participants suivant un complément de formation, un programme de formation menant à une qualification, un apprentissage ou un stage six mois après la fin de leur participation	Participant		18	%	2012	<u>20</u> <u>(18 à 22)</u>	Enquête Opinion Way*	annuelle
CR11	Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	Participant		26	%	2012	<u>30</u> <u>(26 à 34)</u>	Enquête Opinion way*	annuelle
CR12	Participants exerçant une activité d'indépendant six mois après la fin de leur participation	Participant		0	%	2012	<u>1</u> <u>(0 à 2)</u>	Enquête Opinion way*	annuelle

Les valeurs de référence sont issues des résultats de l'enquête annuelle sur le devenir des stagiaires (Opinionway), pour une catégorie de personne, se rapprochant des NEET : les jeunes de moins de 26 ans sans qualification ; elles ont été modulées selon la situation et les difficultés rencontrées par les participants à l'entrée des actions.

- **CR01 = 90 % à 95 %**

Compte tenu de l'importance du chômage et de la progression croissante du nombre de personnes en difficulté, il ne serait pas réaliste de viser une performance nettement supérieure à celle obtenue en 2012.

- **CR02 = 50 %**

L'objectif est que 75 % à 85 % de ceux qui n'accèdent ni à un emploi ni à une qualification, reçoivent une offre d'emploi, de formation, d'apprentissage ou de stage. Il ne sera pas possible d'aller au-delà de 85 %, compte tenu des abandons inévitables. Cet objectif sera prochainement contractualisé avec Pôle emploi (loi du 5 mars 2014)

- **CR03 = 33 % à 39 %**

Compte tenu de la situation économique, un objectif de stabilisation des résultats est poursuivi. La fourchette haute correspond au résultat obtenu en 2009.

- **CR04 = 40 % à 50 %**

Même raisonnement que pour le CR01, en tenant compte des difficultés d'insertion supplémentaires rencontrées par les chômeurs de longue durée.

- **CR05 = 50 %**

Tous les chômeurs de longue durée recevront une offre.

- **CR06 = de 15 % à 20 %**

Même raisonnement que pour le CR03, en tenant compte des difficultés d'insertion supplémentaires rencontrées par les chômeurs de longue durée.

- **CR07 = 90 % à 95 %**

Même raisonnement que pour le CR01

- **CR08 = 50 %**

Même raisonnement que pour le CR02

- **CR09 = 33 % à 38 %**

Même raisonnement que pour le CR03

- **CR10 = 18 à 22 %**

Même raisonnement que pour le CR02

- **CR11 = 26 à 34%**

Dans une situation économique difficile, et compte tenu de la difficulté supérieure pour les jeunes à s'insérer sur le marché du travail, l'objectif pour 2023 est une hausse modérée par rapport à la valeur 2012 pour les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (enquête Opinion Way).

- **CR12 = 0 % à 2 %**

Dans une situation économique difficile, et compte tenu de la difficulté supérieure pour les jeunes à s'insérer sur le marché du travail, l'objectif pour 2023 est une très légère hausse par rapport à la valeur 2012 pour les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (enquête Opinion Way).

Addendum suite aux Conditions ex ante

Valeurs de référence CR02 – CR05 - CR08, Participants chômeurs, chômeurs de longue durée, et inactifs

Tout stagiaire arrivant au terme de l'action se voit proposer, dans le cadre de sa formation, ou à l'issue de sa formation par la structure qui la lui a prescrite, des offres d'emploi ou de nouvelles offres de formations.

L'indicateur « participant recevant une offre d'emploi, un complément... » se traduit ainsi par « participant arrivant au terme de l'action ». La valeur de référence pour les indicateurs CR02, CR05 et CR08 est respectivement la suivante : 90% (chômeurs), 40% (chômeurs de longue durée) et 90% (inactifs).

La valeur de référence (Source Conseil Régional Enquête annuelle DARES 2014) a été déterminée en se référant aux actions de formation financées par la Région les années précédentes : 90% des jeunes ont suivi la formation jusqu'à son terme. Les prescripteurs de ces jeunes doivent à l'issue de la formation leur proposer une sortie positive (offre d'emploi, complément de formation...). C'est pourquoi tous les jeunes qui suivent une formation jusqu'à son terme (90%) se voient proposer une offre d'emploi, un complément de formation.

En 2014, 45,3 % des participants en recherche d'emploi sont des femmes. Cette valeur est retenue comme valeur de référence pour la répartition femmes/hommes concernant les participants chômeurs. Pour les autres catégories (longue durée, inactif) les données ne sont pas actuellement disponibles.

Valeurs cibles 2023 CR02 – CR05 - CR08

Conformément à l'explication fournie ci-dessus, l'objectif est d'offrir à tous les participants arrivant au terme de l'action, une offre d'emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage de qualité. Par ailleurs cet objectif est à mettre en lien avec l'objectif de diminuer le taux de rupture dans les formations (cf. OS 2.2 Accroître la qualité et l'efficacité du système de formation et d'orientation aquitain : faire passer le taux de rupture en formation de 10% à 8%).

Prenant en compte ces éléments, les cibles fixées pour 2023 sont légèrement supérieures au niveau des participations de référence, en s'élevant respectivement à 92%, 45% et 92%.

Pour la cible, la répartition femmes/hommes est établie au prorata du public potentiel. En 2014 en Aquitaine 48,7 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont des femmes¹.

Le but serait d'arriver à une répartition hommes/femmes des participants proche de celle observée sur le public cible des NEET.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Chômeurs, y compris de longue durée	Participant	FSE	Plus développée	6 650	5850	12 500	MDNA	Annuelle
CO06	Moins de 25 ans	Participant	FSE	Plus développée	6100	5400	11 500	MDNA	Annuelle

- **CO01 = 12 500 participants**

Cf. explication pour le cadre de performance IEJ mis en place suite à la demande de la Commission en 2018

¹ Champ : DEFM catégories A, B, C. Sources : Pôle emploi ; Dares

- **CO06 = 11 500 participants**

La nouvelle cible tient compte d'un prorata opéré sur la cible initiale par rapport à l'abondement IEJ :

Soit $11\,000 * 31784403 / 30162369 = 11\,591$ stagiaires auxquels on retranche les stagiaires sous réalisés de notre opération emblématique de la programmation Soit $11\,591 - 175 = 11\,416$ stagiaires arrondis à 11 500

Sur l'aspect coût unitaire de formation, ce coût avait servi de base à la construction des valeurs cibles en 2014 mais cette méthode n'a plus lieu d'être aujourd'hui car la part des actions de formation du PRF soutenues par l'IEJ est moins importante que prévue. Ce coût n'a donc pas lieu d'être actualisé et utilisé dans le nouveau calcul.

Les valeurs cibles sont bien en cohérence avec les valeurs constatées aujourd'hui et celles à venir par rapport aux perspectives de programmation.

Introduction d'un cadre de performance IEJ, conformément au règlement :

Cadre de performance FSE

Axe prioritaire		2 - Améliorer l'accès à l'emploi par la formation tout au long de la vie, qui facilite l'acquisition de compétences en répondant aux besoins des entreprises, et par une action sur tous les leviers de la création d'activités et d'emplois											
Identificateur	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						M	F	T	M	F	T		
CO01	Réalisation	chômeurs, y compris les chômeurs de	Nombre	FSE	Plus développées	4200,00	4300,00	8500,00	9 000	9 300	18 300	MDNA	
IF2	Financier	Indicateur financier axe 2 cadre de performance	€	FSE	Plus développées			14 315 293,42			134 625 770,00	Synergie	

Cadre de performance IEJ

Cadre de performance IEJ			2 - Améliorer l'accès à l'emploi des Aquitains par la formation tout au long de la vie, qui facilite l'acquisition de compétences en répondant aux besoins des entreprises, et par une action sur tous les leviers de la création d'activités et d'emplois										
Identificateur	Type d'indicateur	Indicateur ou étape clé de mise en œuvre	Unité de mesure, s'il y a lieu	Fonds	Catégorie de région	Valeur intermédiaire pour 2018			Valeur cible (2023)			Source des données	Démonstration de la pertinence de l'indicateur, le cas échéant
						M	F	T	M	F	T		
CO01	Réalisation	chômeurs, y compris les chômeurs de	Nombre	IEJ	Plus développées	5800	5100	10900	6 650	5 850	12 500	MDNA	
IF2	Financier	Indicateur financier axe 2 cadre de performance	€	IEJ	Plus développées			18 285 021,96			31 784 403	Synergie	

La valeur cible du cadre de performance est révisée à la hausse. Le ré-abondement IEJ permettra d'accompagner 500 personnes supplémentaires au cours de la programmation.

La nouvelle cible tient compte d'un prorata opéré sur la cible initiale par rapport à l'abondement IEJ soit $12\,000 \text{ stagiaires} \times 31\,784\,403 / 30\,162\,369 = 12\,645$ stagiaires.

Cependant au regard d'une importante sous-réalisation constatée sur une opération « emblématique » de la programmation IEJ et autres sous-réalisations d'opérations, la valeur cible déterminée grâce au prorata a été revue à la baisse.

Opération sous réalisée : 249 stagiaires prévus mais seulement 74 accompagnés soit un différentiel de 175 stagiaires.

Valeur cible proratisée revue : $12\,645 - 175 = 12\,470$ arrondis à 12500 en relation avec les nouvelles actions qui pourront être soutenues grâce à l'abondement IEJ (un appel à projets et quelques actions de formation du Programme régional de formation).

AXE 2 – OS 5 (PI 8iii)

« Augmenter le nombre de créateurs-repreneurs issus notamment des publics les plus éloignés des dispositifs classiques d'accompagnement à la création d'activité (jeunes, apprentis, bas niveaux de qualification...) »

Résultat attendu : augmentation du nombre de participants engagés dans des cursus menant à la création ou à la reprise d'entreprise

Identificateur	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T			H	F	T		
CR06	Personnes exerçant un emploi, y.c. à titre indépendant, 6 mois après la fin de leur participation	Plus développée	Participant	Participants, chômeurs, inactifs ou exerçant un emploi y c à titre indépendant CO01, CO02 CO03,	n c	n c	20%	%		n c	n c	40	Conseil Régional	Annuelle

Addendum suite aux conditions ex ante :

Valeur de référence

Suivant les organismes chargés d'accompagner les candidats à la création (notamment les organismes consulaires), en prenant en référence les dispositifs antérieurs comparables, le taux de création à 6 mois est estimé actuellement à 20% compte tenu des délais nécessaires au lancement de l'activité qui est variable selon les parcours (autorisations d'activité, obtention de prêt, formation complémentaire etc). Cette estimation est réalisée à partir de l'observation d'un panel de parcours de créateurs sur l'une des actions les plus représentatives de l'objectif spécifique et financée précédemment par le Conseil Régional, notamment dans le cadre des actions de diagnostic préalable à l'installation et reprise d'activité en agriculture dans une période qui va de 2007 à 2012.

Par ailleurs, pour compléter l'analyse des résultats à 6 mois, compte tenu de la nature de ces actions d'appui à la création, l'évaluation de cet objectif spécifique s'attachera à suivre sur une période d'un an à deux ans le devenir des bénéficiaires pour apprécier le temps effectivement nécessaire à la création d'activité et en mesurer son évolution.

L'objectif est qu'au moins 40 % des personnes accompagnées s'installe à l'issue de l'intervention, sans que le délai entre accompagnement et installation puisse être aujourd'hui estimé.

Dans ce cas précis, l'indicateur ne mesure que le nombre d'emplois indépendants créés.

Réalisations :

Identifi- cateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Chômeurs, y.c. les chômeurs de longue durée	Participant	FSE	Plus développée	1 000	1 300	2 300	MDNA	Annuelle
CO05	Personnes exerçant un emploi y.c. les indépendants	Participant	FSE	Plus développée	1 200	1 100	2 300	MDNA	Annuelle
CO06	Moins de 25 ans	Participant	FSE	Plus développée	1 800	1 600	3 400	MDNA	Annuelle

Les indicateurs CO01, 5 et 6 mesurent les participants qui s'inscrivent dans un parcours de sensibilisation ou d'accompagnement à la création d'activité.

Sur la période 2007-2013, environ 900 personnes ont été accompagnée chaque année dans leur projet d'installation en agriculture. L'objectif est d'en accompagner 20 % de plus en 2014-2020, soit environ 1 100.

Sur la période 2007-2013, la part de personnes accompagnées étant au chômage était de 30 %. Si on extrapole, cela ferait environ 330 par an donc 2 300 sur la période 2014-2020.

Sur la période 2007-2013, la part de personnes accompagnées étant salariées était de 30 %. Si on extrapole, cela ferait environ 330 par an, soit 2 300 sur la période 2014-2020.

Sur la période 2007-2013, la part de personnes accompagnées ayant moins de 25 ans était de 45 %. Si on extrapole, cela ferait environ 500 par an, soit 3 400 sur la période 2014-2020.

Les cibles intermédiaires à 2018 (1 300 participants chômeurs et 1 900 moins de 25 ans) ont été calculées sur la base de 4/7^e de la programmation.

AXE 2 – OS 6 (PI 8.iii)**« Accroître le nombre d’emplois salariés et indépendants dans le secteur de l’économie sociale et solidaire »****Résultat attendu : hausse du nombre d’emplois salariés et du nombre d’entreprises de l’ESS**

Identifi- cateur	Indicateur	Catégorie de région	Unité de mesure de l'indicateur	Indicateurs de réalisation communs utilisés comme base pour la fixation des cibles	Valeur de référence			Unité de mesure pour les valeurs de référence et les valeurs cibles	Année de référence	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T			H	F	T		
AQRI4	Nombre d’emplois salariés créés avec le soutien du FSE	Plus développée	ETP				0	Nombre	2014			7 000	MDNA	Annuelle
AQRI5	Nombre de nouvelles entreprises bénéficiant d’un soutien	Plus développée	Entreprises				0	Nombre	2014			140	MDNA	Annuelle

- AQRI4 = 7 000

La cible de 7 000 emplois (700 par an) est cohérente avec le nombre de structures qui bénéficieront d’un soutien du FSE d’ici à 2023.

- AQRI5 = 140

Cet indicateur permettra de mesurer la hausse de l’emploi indépendant. 126 créations d’entreprises ont été soutenues sur la période 2007-2013 au titre de la mesure « micro-projets associatifs ». Compte-tenu de la situation économique dégradée, la progression visée à l’horizon 2023 ne dépasse pas +10 %.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO23	Nombres de micro, petites et moyennes entreprises (y.c. de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien	entreprise	FSE	Plus développée			880	Structures accompagnées	Annuelle

La cible a été calculée sur la base du coût unitaire par projet, d'environ 25 000 €. Un budget total de 19 M€ (dont 8,5 M€ au titre du FSE) permet d'estimer à quelque 750 le nombre d'entreprises de l'ESS soutenues au terme des 10 années du programme.

Dans le cadre de la révision du PO et du réabondement de l'axe (1.5M€), l'indicateur est révisé à la hausse, au prorata.

AXE 3 – OS 1 (IP 2.a)

« Accroître la couverture des zones prioritaires du territoire en réseau très haut débit (THD) »

L'OS 3.1 est supprimé en raison des difficultés d'interprétations administratives et juridiques du cofinancement avec le FEDER. Ces opérations seront financées par la Région sur ses fonds propres.

AXE 3 – OS 2 (IP 2.b)

« Augmenter les usages avancés des technologies numériques par les entreprises »

Résultat attendu : hausse des usages avancés des technologies numériques par les PME

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR6	Taux de PME* déclarant des usages avancés des TIC	Part dans le total des PME (en %)	Plus développée	52	2011	68	Enquête AEC AnalyTIC n°11, février 2012	A définir Enquêtes prévues en 2018 et en 2023

*PME : 8 494 entreprises implantées en Aquitaine en 2010, employant de 10 à 249 personnes (source INSEE, Esane, Lifi et Clap)

- IR6 = 68 %

Toutes les entreprises qui intègrent les usages avancés des TIC ne sollicitent pas une aide au titre du FEDER, qu'elle mène leur projet avec ou sans aide publique (Région, organismes consulaires, agences régionales telles que Aquitaine Europe communication (AEC) ou Aquitaine développement innovation (ADI).

Entre 2008 et 2011, le taux de pénétration des usages avancés du numérique dans les PME est passé de 49 % à 52 %, soit une hausse de 6 %. Si l'on applique cette évolution à la période 2011-2023, la progression atteint 25 % (+ 1 100 PME). Le taux de pénétration des usages avancés s'élève ainsi à 65 % des PME. Le soutien à 300 PME permettra de faire passer ce taux de 65 % à 68 % (soit une hausse de 32 % par rapport à 2011).

L'enquête sera réalisée sur les usages avancés tels qu'ils ont été définis en 2011 : utilisation experte des outils numériques que sont les déclarations sociales et fiscales en ligne, l'utilisation de sites d'appels d'offres dématérialisés, la gestion de la paie en ligne, la sauvegarde des données en ligne et la réception de commandes via Internet. L'enquête étudiera également une notion actualisée desdits usages, en évolution constante, et leur appropriation par les entreprises en 2018 et en 2023. La population ciblée sera celle des PME employant de 10 à 249 personnes, par souci de cohérence avec l'enquête initiale.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	entreprise	FEDER	Plus développée			105	MDNA	Annuelle

- CO01 = 105 entreprises

Le budget disponible (3 M€) permettra de financer environ 300 prestations (coût unitaire = 10 000 €). S'agissant d'un dispositif nouveau, sa montée en puissance sera progressive, ce qui justifie la fixation de la cible intermédiaire à 2018 à 100 prestations financées.

Ajustement de la cible intermédiaire 2018 (v PO 3.0/3.1)

La « transformation numérique » à l'adresse des entreprises est un dispositif novateur mis en place pour la première fois en France sur la programmation 2014-2020. Lors de la rédaction du PO, l'AG a eu recours à un référentiel basé sur des systèmes de bons existant en 2012 dans d'autres pays européens, notamment en Espagne, pour une valeur de 10 000€ d'UE, sous-estimant les réels besoins des entreprises aquitaines en matière d'intégration du numérique, dimension aujourd'hui incontournable pour la compétitivité des entreprises. En moyenne aujourd'hui les coûts d'investissement des entreprises s'élèvent à 125 000€ pour 55 000€ d'UE. Par ailleurs, compte tenu du manque d'expérience sur ce type de dispositif et de l'évolution des enjeux en matière de sécurité des données, l'aspect « sécurité informatique » nécessite aujourd'hui des investissements supplémentaires qui n'avaient pas été intégrés lors du calcul du référentiel. L'AG a donc fait le choix de concentrer son action sur l'une des 4 actions de l'OS et de soutenir des projets individuels plus ambitieux, répondant aux réels besoins des entreprises en matière d'intégration du numérique à toutes les étapes de leur cycle d'activité. Par conséquent, **l'AG a sollicité une baisse de la valeur intermédiaire 2018 de l'indicateur « nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien » de 100 à 35**. A ce stade, il n'est pas prévu de revoir la répartition des fonds entre les OS et l'enveloppe prévue initialement sur ce dispositif est maintenue. Cependant, au vu de la performance de l'axe en 2019 une réallocation des fonds pourra être envisagée.

35 correspond au nombre d'opérations sélectionnées et terminées au 31/12/2018 selon les termes de conventions passées entre l'AG et les porteurs de projet

- Détermination de la cible révisée 2023 (modification PO v3.1

A la demande de la Commission, en correspondance avec le changement de référentiel de coût la cible 2023 est modifiée comme suit :

Au sein de l'OS 3.2 (PI 2b) doté initialement de 6,9M€ de FEDER, l'AG avait fléchi au moins 3M€ de crédits UE sur l'action « transformation numérique » qui est l'une des 4 actions de l'objectif spécifique, action majoritaire de l'OS ayant conduit l'AG à inscrire l'indicateur correspondant dans le cadre de performance. A dotation constante sur cet OS, et compte tenu de la dynamique de programmation observée (peu d'actions soutenues sur les autres typologies d'opérations éligibles à cet OS), cette action devrait mobiliser à terme près de 5,7 M€, permettant ainsi d'envisager une cible 2023 atteignant 105 entreprises (5,7M€/55000€ de subvention moyenne).

Pas de révision de la cible envisagée lors de la modification du PO V4.0 car pas de nouvel abondement prévu sur cette typologie d'opérations.

AXE 3 – OS 3 (IP 2.c)

« Accroître l'offre de services numériques à destination du public, améliorer leur qualité et leur appropriation »

Résultat attendu : hausse de la part de la population utilisatrice d'e-services (relations avec l'administration, tourisme, éducation, formation, santé, transport...)

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR7	Part de la population habitant une commune proposant le télépaiement de prestations aux familles.	%	Plus développée	7,8	2011	60	RAUDIN (Recherches Aquitaines sur les Usages pour le Développement des Dispositifs Numériques)	Enquête en milieu (2018) et en fin de programmation (2023)

- **IR7 = 60 %**

Exemples de prestations aux familles : restauration scolaire, crèches, centres de loisirs... Aujourd'hui 17 communes sur les 2 296 communes que compte l'Aquitaine proposent ce type de service. 80 % d'entre elles ont plus de 3 000 habitants. Elles représentent 7,8 % de la population

régionale (INSEE, RP 2011). L'objectif est de passer à 60 % de la population régionale en 2023, ce qui correspond à la part dans la population régionale de la population des communes de plus de 3 000 habitants (au 01/01/2011).

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQIC2	Nombre de nouveaux services publics numériques (e-service) réalisés et/ou améliorés à destination des aquitains	Service	FEDER	Plus développée			39	MDNA	Annuelle

- AQIC2 = 39 nouveaux services

Il s'agit du nombre de projets potentiel recensés par l'Autorité de gestion pour cette fin de programmation

Le développement de nouvelles fonctionnalités sur un service existant sera comptabilisé comme nouveau service.

AXE 4 – OS 1 (IP 4.a)

« Accroître la production d'énergies renouvelables à partir de la biomasse, de la géothermie et des ressources marines »

Résultat attendu : hausse de la production d'énergies renouvelables

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR8	Part d'énergie renouvelable dans la consommation totale régionale	%	Plus développée	23.6%	2017	28.2%	AREC	Biannuelle ?

*Bois énergie dans l'industrie et le tertiaire, méthanisation, géothermie.

MEDDE : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'Energie

- **IR8 = 28.2% (+4.63 points de pourcentages)**

L'indicateur a été changé car il reflète les résultats d'une étude récente réalisée par Eurostat. Etude dans laquelle la France fait partie des pays qui sont les plus éloignés de ses objectifs, il sera donc important de garder un œil sur cet indicateur afin de s'assurer qu'elle soit dans la ligne de son objectif (23% de part de renouvelable en 2020)

Grâce à des données fournies par l'AREC au niveau de l'échelle ex-Aquitaine, on peut voir que depuis 2010 l'augmentation de la part d'énergie renouvelable dans la consommation est quasiment constante. Cette constance se traduit par une augmentation moyenne annuelle de 0.77 point de pourcentage.

Ainsi, en partant des données de 2017 présentant une part de la consommation d'énergie renouvelable sur le territoire aquitain de 23.6%, on peut fixer un objectif 2023 à 28.2%.

A noter que ces valeurs devront faire l'objet d'une double vérification, notamment au niveau de la production énergétique de la filière hydraulique.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO30	Capacités supplémentaires de production d'énergie renouvelable	MW	FEDER	Plus développée			18	MDNA	Annuelle
CO34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	teqCO ₂	FEDER	Plus développée			88 000	MDNA	Triannuelle

- **CO30 = 18 MW**

Coût total des opérations financées avec le soutien du FEDER : 119 M€ (25 % FEDER, 25 % contreparties nationales, 50 % privé). L'objectif repose sur l'hypothèse que ce montant permettrait de financer l'installation de 6 MW en méthanisation (14 MW/installation), 5 MW en bois-énergie (3 MW/installation) et 4 MW en géothermie (5 MW/installation).

La cible 2018 a été calculée en fonction des investissements prévisibles et de leur calendrier de réalisation. La valeur intermédiaire correspond à l'aboutissement dès 2018 de deux projets de méthanisation et d'un projet de réseau de récupération de chaleur.

Modification PO 2019 :

Suite à l'abondement de l'objectif spécifique, la valeur cible pour 2023 est légèrement augmentée (+3MW) au regard des résultats attendus des opérations sélectionnées fin 2018 ; cette augmentation est plus faible en proportion par rapport à l'indicateur CO34 (CO₂) car le réabondement de l'OS dans le cadre de la révision du PO ne cible pas des opérations qui viendront alimenter cet indicateur (réseaux de distribution et non équipements de production d'énergie renouvelable).

La valeur cible pour 2023 de cet indicateur est modifiée également pour le cadre de performance.

- **CO34 = 88 000 teqCO₂**

L'objectif d'une réduction de 20 000 teqCO₂ repose sur l'hypothèse d'une baisse d'émissions de 1 300 teqCO₂ par MW.

Modification PO 2019

Suite à la l'abondement de l'objectif spécifique, la valeur cible pour 2023 est actualisée sur la base des opérations sélectionnées fin 2018 des résultats attendus des opérations en stock, à savoir 76000 Teq+12000 Teq soit 88000 teqCO2 supplémentaires évitées. Il prend en compte notamment la forte contribution des réseaux de chaleur à cet objectif 2023.

AXE 4 – OS 2 (IP 4.b)

« Réduire l'intensité énergétique des entreprises »

Résultat attendu : baisse de l'intensité énergétique des entreprises

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR9	Part de la consommation d'énergie des industries dans la consommation régionale	%	Plus développée	23 %	2014	22% (-1%)	AREC	Biannuelle ?

*L'intensité énergétique mesure la quantité d'énergie qu'il faut consommer pour produire une unité de PIB. Sa diminution traduit un gain de productivité énergétique.

ORECCA : Observatoire régional énergie, changement climatique, air

MEDDE : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

- IR9 = 22% (-1%)

Ce changement d'indicateur a été motivé par la volonté d'avoir une mesure plus concrète de la part de consommation énergétique des industries dans la consommation totale énergétique du territoire. Une des interrogations qui peut être formulée est pourquoi avoir prévu une quasi-stabilité d'ici 2023 ?

Si cette mesure a été choisie, c'est pour observer si la diminution en consommation énergétique qui doit être consentie par tous les secteurs (ménages, entreprises, tourisme, transports...) se fait de concert. En effet la consommation globale est censée diminuer et le nombre d'entreprises augmenter. Une consommation énergétique qui resterait stable de la part des entreprises dans un contexte de diminution globale de la consommation énergétique et de création d'entreprises signifierait que les industries s'alignent avec les actions en matière de réduction de consommation, voir même (dans le cas d'un nombre d'industries plus importantes) en font plus que ce qui est observé à l'échelle globale.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO01	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprise	FEDER	Plus développée			45 7	MDNA	Annuelle
CO34	Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	teqCO ₂	FEDER	Plus développée			20 000 18 000	MDNA	Triannuelle

- **CO01 = 7 entreprises**

Coût total des opérations financées : 24,4 M€ (FEDER 25 %, contreparties nationales 25 %, privé 50 %). La projection repose sur l'hypothèse du financement de 45 études (coût moyen de 20 000 €), dont 15 déboucheront sur des investissements (coût moyen de 1,5 M€).

Dans le cadre de la révision du PO V4.0, la valeur cible à 2023 est ajustée à la valeur des opérations programmées. Il n'y a pas de nouveau dossiers en stock. Le niveau faible d'atteinte de la cible initiale s'explique par un contexte économique partagé à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine : peu d'entreprises sollicitent un accompagnement spécifique dans la réduction de leur consommation énergétique (crédits régionaux et/ou européens) : les entreprises ayant de forts enjeux énergétiques bénéficient de dispositifs nationaux incitatifs leur permettant de bénéficier d'allègements financiers sur certains coûts induits par leur consommation. Les petites entreprises ayant moins d'enjeux énergétiques ne se mobilisent pas sur des programmes d'actions énergétiques impliquant un investissement plus significatif et qui pourrait être aidé. Par ailleurs, la baisse des prix de l'énergie depuis 2013 a également contribué à la diminution de la facture énergétique sans nécessité de consentir à des efforts d'investissement.

- **CO34 = 18 000 teqCO₂**

L'objectif d'une réduction de 20 000 teqCO₂ repose sur l'hypothèse d'une baisse d'émissions de 1 300 teqCO₂ par investissement réalisé. La valeur de la cible 2023 est ajustée à la valeur programmée dans le cadre de la révision du PO.

IR9 = 22%

Ce changement d'indicateur a été motivé par la volonté d'avoir une mesure plus concrète de la part de consommation énergétique des industries dans la consommation totale énergétique du territoire. Une des interrogations qui peut être formulée est pourquoi avoir prévu une quasi-stabilité d'ici 2023 ?

Si cette mesure a été choisie, c'est pour observer si la diminution en consommation énergétique qui doit être consentie par tous les secteurs (ménages, entreprises, tourisme, transports...) se fait de concert. En effet la consommation globale est censée diminuer et le nombre d'entreprises augmenter. Une consommation énergétique qui resterait stable de la part des entreprises dans un contexte de diminution globale de la consommation énergétique et de création d'entreprises signifierait que les industries s'alignent avec les actions en matière de réduction de consommation, voir même (dans le cas d'un nombre d'industries plus importantes) en font plus que ce qui est observé à l'échelle globale.

AXE 4 – OS 3 (IP 4.c)

« Accroître l'efficacité énergétique pour réduire la consommation finale d'énergie des bâtiments publics et du logement »

Résultat attendu : baisse de l'intensité énergétique des entreprises

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR10	Consommation énergétique du logement social et privé	kWh/m ²	Plus développée	184	2010	160 (-12 %)	ORECCA, MEDDE	Annuelle

ORECCA : Observatoire régional énergie, changement climatique, air

MEDDE : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

- IR10 = -12 %

La consommation annuelle d'un logement en Aquitaine en 2010 est de 184 kWh/m² (source : étude « analyse du bâti aquitain et élaboration de stratégies de réhabilitation énergétique en vue des facteurs 4 et 10 », La Calade – 2012).

L'Aquitaine compte 1 442 000 résidences principales (source : Insee, RP 2010 exploitation principale).

Réhabilitations prévues entre 2014 et 2023 (10 ans) :

- 100 000 logements privés sans FEDER (soit 10 000/an, objectif ANAH),
- 10 000 logements privés avec FEDER (soit 1 000/an),
- 10 000 logements HLM, dont 6 000 avec FEDER

Soit un total de 120 000 logements réhabilités sur les 10 ans, qui atteindront un niveau de consommation annuel de 135 kWh/m²

Et un total de logements non réhabilités de 1 322 000 (1 442 000 – 120 000), avec un niveau de consommation annuelle de 184 kWh/m²

Constructions de logements prévues entre 2014 et 2023 :

- Les constructions neuves progressent en moyenne de +1,6 % par an : le nombre de résidences principales serait donc de 1 690 000 en 2023

Calcul de la valeur cible :

- Réhabilitations : 120 000 logements à 135 kWh/m² = 16 200 000 kWh/m²
- Neuf : 248 000 logements à 50 kWh/m² = 12 400 000 kWh/m²
- Ancien : 1 322 000 logements à 184 kWh/m² = 242 880 000 kWh/m²
- Total : 160,9 kWh/m² (271 848 000/1 690 000)

Réalisations:

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO31	Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique	ménage	FEDER	Plus développée			7 500	MDNA	Annuelle
CO34	Diminution annuelle estimée des émissions de GES	teqCO ₂	FEDER	Plus développée			10 000	MDNA	Annuelle
CO32	Diminution de la consommation annuelle d'énergie primaire des bâtiments publics	MWh	FEDER	Plus développée			260	MDNA	Annuelle
AQIC3	Niveau de performance énergétique des bâtiments publics	kWh/m ²	FEDER	Plus développée			70	MDNA	Annuelle

- **CO 31 = 7 500 ménages**

Logement social : le FEDER permettra la réhabilitation de 6 000 logements sociaux en 2023, dont 2 000 en 2018. Cette cible a été fixée sur la base des réalisations sur le programme 2007-2013 : plus de 5 400 réhabilitations, source : Association Régionale des Organismes Sociaux pour l'Habitat en Aquitaine. L'objectif pour 2014-2023 est supérieur compte tenu de l'expérience acquise par les bailleurs sociaux sur la période précédente. Il reste raisonnable car les opérations à venir seront plus complexes : de plus petite taille et multi-sites notamment.

Le coût total de ces réhabilitations est estimé à 75 000 € (dont 15 M€ FEDER), soit un coût unitaire de 12 500 €. Celui-ci se situe dans la partie basse de la fourchette nationale chiffrée par EDATER pour le CGET (de 10 000 € à 20 000 €), en raison du caractère plus récent du parc aquitain et de la destruction des logements en très mauvais état.

Logement privé : Le FEDER permettra la réhabilitation de 10 000 logements privés, dont 2 000 en 2018, en supplément de l'objectif de 100 000 logements que s'est fixé l'ANAH.

Calcul de la valeur intermédiaire 2018 :

Dans le logement social : La cible intermédiaire correspond à un objectif de 30 % de la programmation, soit 1 800 logements, qui prend en compte le délai d'achèvement des travaux.

Dans le logement privé : compte-tenu du caractère plus récent du dispositif et de la complexité du sujet, la cible intermédiaire est plus modeste que pour le logement social, soit 20 % de 10 000, soit 2 000 logements.

Baisse de la cible 2018 « Nombre de ménages disposant d'un meilleur classement en matière de consommation énergétique » de 3800 à 3 000. Cet indicateur regroupe à la fois les opérations de réhabilitation dans le logement social et celles du logement privé soutenu par l'intermédiaire d'un instrument financier conformément à l'accord de partenariat de l'Etat membre France. La fusion des Régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin et la nécessaire harmonisation des dispositifs a retardé la mise en place du soutien à la réhabilitation du logement privé prévu via la création d'une Caisse d'avance dont le maître d'ouvrage est la Région. Les ex-régions Poitou-Charentes et Limousin ne prévoyant pas ce dispositif, une réflexion est en cours afin de décider s'il sera mis en place à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine. Le calendrier exact de mise en œuvre est donc suspendu aux résultats de cette réflexion. En revanche en matière d'efficacité énergétique dans le logement social, la cible 2018 fixée à 1800 sera atteinte car les projets sont portés par des structures tierces (bailleurs sociaux) qui n'ont pas été impactées par la réorganisation juridique et administrative de la Région. Elle sera même dépassée, permettant de compenser en partie la cible intermédiaire sur cet OS.

Calcul de la valeur intermédiaire fixée à 3000 : 2700 logements sociaux issus d'opérations terminées au 31/12/2018 + 300 logements sociaux terminés sur des opérations toujours en cours au 31/12/2018.

Baisse des cibles 2023 : le nombre de ménages concernés est réduit à 7 500 en raison de l'abandon de la Caisse d'avance en raison de modalités complexes de mise en œuvre avec du FEDER. Les financements initialement fléchés sur la Caisse d'avance sont réorientés sur le logement social permettant de financer la réhabilitation de 1 500 logements sociaux supplémentaires en plus des 6 000 déjà prévus.

- **CO34 = 10 000 teqCO₂**

Logement social : La programmation 2007-2013 a permis d'économiser 7 162 tonnes de CO₂/an. Les cibles 2014-2023 sont basées sur un même objectif

La valeur cible à 2023 est abaissée à 10 000 teqCO₂ en raison de l'abandon des interventions au bénéfice des logements privés. La valeur est estimée sur la base du prévisionnel de programmation.

- **CO32 = 260 MWh**

La rénovation portera sur 15 000 m² (soit environ 10 projets, pour un budget total de 24,5 M€, dont 6 M€ de FEDER). Le Niveau de consommation énergétique des bâtiments passera de 150 à 50 kWh/m² (-100 kWh/m²).

L'économie réalisée sur l'année 2023 sera ainsi de $100 \times 15\,000 = 1\,500$ MWh.

La valeur cible est ajustée au programmé et aux opérations à venir. Seuls 2 projets ont été programmés à ce jour pour lesquels l'indicateur n'est pas applicable. En effet, il s'agit d'opérations pour lesquelles les consommations d'origine n'étaient pas connues (bâtiment inoccupé/autre usage donc pas de valeur de référence).

- **AQIC3 : 70 kWh/m²**

Il s'agit d'obtenir un niveau de performance énergétique élevé des opérations ciblées par le FEDER. Le label Effinergie rénovation pour l'Aquitaine atteint : $80 \text{ kWh/m}^2 \times 0,9 = 70 \text{ kWh/m}^2$. 0,9 est le coefficient de rigueur climatique et d'altitude de l'Aquitaine (arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants).

L'objectif est que chaque bâtiment public rénové atteigne a minima un niveau de performance égal à 50 kWh/m². Cela explique l'identité des cibles à 2018 et 2023.

La valeur cible initiale correspond au niveau de performance attendu sur un bâtiment neuf. Dans le cadre de la révision du PO, la valeur cible est fixée à 70 kWh/m² en adéquation avec les projets de réhabilitation énergétique des bâtiments publics soutenus.

AXE 4 – OS 4 (IP 4.e)**« Accroître la fréquentation des modes durables de déplacement »**

Résultat attendu : hausse de la fréquentation par les voyageurs des réseaux de transports en commun et modes doux au détriment du véhicule personnel.

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR11	Fréquentation des TER (en voyageur-km) en NA	Usagers/semaine	Plus développée	912 324 950	2014	1 158 245 134 (+27%)	Conseil Régional	Annuelle ?

*Il s'agit des 21 PEM créés et/ou aménagés sur la période de programmation, y compris sans le soutien du FEDER. Le chiffre inclut également les PEM livrés en 2014.

- **IR11 = 1 158 245 134**

L'indicateur sur la fréquentation des TER dans les pôles d'échange multimodaux n'étant plus suivi à l'échelle de l'ex-Région Aquitaine, il est donc abandonné. Il est proposé d'intégrer un nouvel indicateur, commun aux trois PO relatif à la fréquentation des TER. L'unité de mesure en voyageurs-km étant consolidé depuis 2014 il est donc proposé de la retenir. La valeur de la cible 2023 a été calculée en fonction des objectifs définis dans la convention avec la SNCF (soit +14% des objectifs 2019 fixés à 1 016 004 504).

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		

AQIC4	Nombre de pôles d'échanges multimodaux ferroviaires créés et/ou aménagés	Pôle d'échanges	FEDER	Plus développée			7-10	MDNA	Annuelle
-------	--	-----------------	-------	-----------------	--	--	------	------	----------

- **AQIC4 = 10 pôles**

L'objectif de 7 PEM a été fixé en fonction de l'avancée des études et des négociations, ainsi que de l'enveloppe financière disponible. Le coût unitaire est de 6 M€ / PEM, légèrement supérieur à la limite supérieure de la fourchette nationale (entre 2,5 M€ et 5,5 M€). Certains d'entre eux sont des gares importantes qui nécessitent des investissements ambitieux.

La cible intermédiaire à 2018 (2 PEM) a été calculée en fonction des investissements prévisibles et de leur calendrier de réalisation. Les PEM de Pessac-Alouette et de Cenon seront les premiers achevés : les études préliminaires ont été réalisées, les phases AVP ont été lancées (conventions signées et validées) et se dérouleront sur 2014-2015. Les travaux seront effectués en 2016 et 2017, avec un objectif d'achèvement d'ici à 2018.

La cible 2023 est ajustée au prévisionnel de programmation (nombre de dossiers de PEM déposés).

- **IR11= 912 324 950**

« Réduire la vulnérabilité des populations les plus exposées aux risques d'inondation, d'érosion-submersion et de pollution de l'eau »

Résultat attendu : anticipations des risques encourus par la population, réduction des risques encourus par la population

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR12	Part de la population des communes exposées protégée par un plan de prévention approuvé*	%	Plus développée	76**	2013	90	MEDDE (base GASPARD)	Annuelle

* plan ayant fait l'objet d'une approbation par arrêté préfectoral

**Note de lecture : la population totale des communes couvertes par un Plan de prévention des risques représente 76 % de la population totale des communes exposées aux risques.

MEDDE : Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

- IR12 = 90 %

La population des communes à risque est aujourd'hui de 2 306 706 habitants (INSEE, RP 2011), celle des communes couvertes par un Plan de prévention des risques d'inondation est de 1 756 942 habitants (76 %) (Base GASPARD pour la liste des communes à risque – SoeS/MEDDE).

Les études programmées pour la période 2014-2023 avec le soutien du FEDER porteront en priorité sur des communes non couvertes.

Dans un contexte d'incertitude, lié au fait générateur – l'augmentation de l'aléa climatique – l'objectif de progression, volontariste mais dans des proportions jugées raisonnables, a été fixé à 90 % de la population bénéficiant de protection.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO20	Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations*	Habitant	FEDER	Plus développée			1 300 000 (De 1 200 000 à 1 400 000)	MDNA	Annuelle
AQIC5	Population bénéficiant de mesures de protection contre la pollution des eaux**	Habitant	FEDER	Plus développée			190 000 (De 180 000 à 200 000)	MDNA	Annuelle

*risque d'inondation et de submersion, sur les communes à risque identifiées par la base GASPARD du MEDDE, soit 2 306 700 habitants

**sur les zones menacées, soit 320 000 habitants

- **CO20 = 1 200 000 à 1 400 000 habitants**

La population des communes à risque est dénombrée par la base Gaspar du MEDDE et représente 2,3 millions d'habitants. L'objectif est qu'à l'issue de la programmation 60 % de ces habitants soient protégés des inondations.

Compte-tenu de la concentration de la population régionale sur le littoral, ciblé avec les estuaires par le PO, le coût unitaire calculé par EDATER pour le CGET apparaît bien trop élevé. Un budget global de 98,3 M€ permettra de financer les opérations de protections nécessaires à la protection de 1,3 million de personnes.

Enfin seules les études préalables à des travaux de protection seront financées : les deux phases doivent être considérées globalement.

- **AQIC5 = 180 000 à 200 000 habitants**

La liste des communes menacées par un risque de pollution des eaux a été établie par l'Agence régionale de santé. Celles-ci accueillent 319 994 habitants (INSEE, RP 2011). L'objectif est que 60 % bénéficient de mesures de protection en 2023 (190 000).

Dans un contexte d'incertitude, lié au fait générateur – l'augmentation de l'aléa climatique – l'objectif de progression, volontariste mais dans des proportions jugées raisonnables, a été fixé à 60 % de la population bénéficiant de protection.

Malgré la baisse de la dotation de l'OS dans le cadre des modifications PO, les cibles seront atteintes.

AXE 4 – OS 6 (IP 6.c)

« Développer le tourisme autour d'un patrimoine culturel exceptionnel : le site de la grotte préhistorique de Lascaux »

Résultat attendu : hausse de la fréquentation touristique du département de la Dordogne

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR13	Nombre de nuitées hôtelières en Dordogne	nuitée	Plus développée	1 020 364	2013	1 100 000 (+10 % à +14 %)	INSEE en partenariat avec DGCIS et partenaires régionaux.	Annuelle

DGCIS : Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

- **IR13 = +10 % à +14 %**

L'objectif est d'augmenter de 150 000 le nombre de visiteurs annuels du site. Si l'on part du principe que la moitié passera une nuit ou plus à l'hôtel dans le département, cela représente 75 000 clients/an supplémentaires pour l'hôtellerie. Le séjour moyen étant de 1,7 jour (source INSEE – DGCIS), cela représente 127 500 nuitées supplémentaires, soit une progression de 12 % (1 100 000).

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
CO09	Visites/an	Visite/an	FEDER	Plus développée			400 000	Conseil général de la Dordogne	Annuelle
AQIC6	Surface utile construite	m ²	FEDER	Plus développée			986	Conseil général de la Dordogne	A l'achèvement

- **CO09 = 400 000 visiteurs**

Le nombre de visiteurs est actuellement de 250 000/an.

Actions prévues pour atteindre la cible :

- programmation culturelle, en coordination avec le PIP et le Thôt pour les expositions temporaires, les conférences et les ateliers pédagogiques,
 - accessibilité à un maximum de visiteurs grâce à des tarifs et des horaires de visite adaptés,
 - stratégie de communication ad hoc, comprenant notamment la mise en place d'un site Internet permettant de gérer la prévente de billetterie.
- Les fonctions et surfaces de l'équipement sont calibrées en fonction de ces hypothèses.

- **AQIC6 = 986 m²**

Cette surface correspond à la surface de la zone 2 où le fac-similé sera construit soit 12,8 % de la surface totale du projet. Celui-ci sera achevé et inauguré en 2016, information non pertinente à avoir de manière annuelle.

AXE 4 – OS 7 (IP 6.d)

« Préserver et restaurer la biodiversité et les continuités écologiques »

Résultat attendu : stabiliser la superficie des continuités écologiques majeures identifiées dans le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR14	Superficie des continuités écologiques majeures cartographiées dans le SRCE	ha	Plus développée	2 416 500	2014	2 416 500	DREAL, PIGMA	Annuelle

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

PIGMA : Plateforme d'information géographique mutualisée en Aquitaine

- **IR14 = 2 416 500 ha**

La tendance est actuellement à une fragmentation croissante des sols. Dans un contexte de croissance démographique élevée et d'attractivité touristique forte, l'objectif est d'interrompre cette tendance et de stabiliser en 2023 la superficie des continuités écologiques à leur niveau en 2014.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQIC7	Nombre de points de fragmentation aménagés ou supprimés (trame verte)	Points de fragmentation	FEDER	Plus développée			50	MDNA	Annuelle
AQIC8	Nombre d'obstacle à l'écoulement des cours d'eau aménagés ou supprimés (trame bleue)	Obstacles	FEDER	Plus développée			250	MDNA	Annuelle

- **AQIC 7 = 50**
- **AQIC8 = 250**

L'enveloppe financière de 13,5 M€ permettra de réaliser pour 45 M€ de travaux. L'objectif de 300 points de fragmentation et obstacles levés est cohérent avec le coût unitaire d'opérations similaires au cours des années passées (150 000 € / point).

AXE 5 – OS 1 (IP 8.a)

« Créer des activités économiques dans les quartiers urbains en difficulté »

Résultat attendu : création d'activités économiques dans les quartiers urbains en difficulté

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR15	Nombre d'établissements dans les quartiers prioritaires	Etablissement (*)	Plus développée	17326	2012	19058	INSEE	Annuelle(**)

(*) Définition de la notion d'établissement : l'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique... (Source : Insee)

(**) La fréquence dépendra de système de suivi des quartiers de la politique de la ville mis en place par l'INSEE.

Addendum suite aux conditions ex ante

IR15 Nombre d'établissements dans les quartiers prioritaires :

Valeur de référence

La géographie prioritaire de la politique de la ville a été arrêtée fin 2014, soit après l'approbation du PO Aquitaine par la Commission. Dans le cadre de la rédaction du PO, il avait été pris en compte la valeur de référence déterminée sur les Zones urbaines sensibles, la liste des nouveaux Quartiers prioritaires n'étant alors pas stabilisée. Le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixe la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville. En Aquitaine, 43 quartiers répartis dans 12 EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) ont été retenus comme prioritaires. (cf carte ci-après).

Les statistiques sur les établissements sont disponibles à l'échelle infra communale au niveau des IRIS (« Ilots Regroupés pour l'Information Statistique ») voire au niveau commune entière pour les petites communes ; les IRIS peuvent recouvrir totalement ou partiellement un quartier prioritaire.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQIC9	Espaces bâtis construits ou réhabilités à des fins d'activités économiques	m ²	FEDER	Plus développée			50 000 20 000	MDNA	Annuelle

- **AQIC9 = ~~50 000~~ m² 20 000 m²**

Le coût moyen au m² retenu est celui estimé par le CGET pour le calcul de l'IC39, soit 300 €/m² construit (haut de la fourchette de 150 €/m² à 300 €/m² pour les bâtiments commerciaux). Compte tenu du budget disponible (8 M€), pour un coût total de 16 M€, la surface construite à l'issue du programme est estimée à 50 000 m².

Modification PO 2020-

Compte tenu de la diminution de la maquette en coût total sur cet OS (-2,4M€), du niveau de programmation physique mi 2020 (6800m²), du coût moyen unitaire observé (700€/m²), et des projets prévus en programmation, la cible attendue pour la fin de programme est estimée à 20000m².

AXE 5 – OS 2 (IP 9.b)**« Améliorer les conditions de vie des quartiers urbains en difficulté par leur réhabilitation physique »****Résultat attendu : de meilleures conditions de vie pour les habitants des quartiers**

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
IR16	Taux d'équipement des quartiers prioritaires rapporté au taux d'équipement des EPCI (*) englobants	%	Plus développée	80,4	2009 2011	90	INSEE (RP) INSEE (BDE)	2015, 2018, 2023 (**)

(*) Etablissement public de coopération intercommunale - (**) La fréquence dépendra de système de suivi des quartiers de la politique de la ville mis en place par l'INSEE.

- **IR16 = 90 %**

Les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires seront améliorées grâce à la réhabilitation et à l'embellissement de leur environnement physique, au développement d'une mobilité soutenable.

Les équipements sont recensés dans la Base de données permanente des équipements (BDE, INSEE), dont l'objet est de « fournir le niveau d'équipement et de services rendus par un territoire à la population ». Y sont recensés les équipements d'enseignement, de santé et d'action sociale, de transports, de sport, de loisirs, de culture et de tourisme. Sont exclus de notre calcul les établissements de commerce, d'enseignement supérieur et du second degré, les gares et les aéroports (le premier relève de l'OS 1, les autres ne sont pas pertinents). Nous disposons de données pour 2011.

Les quartiers de la nouvelle politique de la ville ne sont pas encore connus. Notre estimation se base sur les ZUS (zones urbaines sensibles) qui représentent 75 % des quartiers de la précédente politique de la ville et pour lesquelles nous disposons de données sur la population de 2009, soit 130 000 habitants.

Une fois la liste des quartiers de la nouvelle politique de la ville définitivement arrêtée, nous pourrions réévaluer l'indicateur avec les dernières données disponibles tant en termes de population que d'équipements.

Le taux d'équipement est le rapport entre le nombre d'équipements et la population d'un territoire. Afin de gommer l'effet induit par l'amélioration constante de la qualité de la base sur l'évolution de ce taux, le choix a été fait de calculer l'écart entre le taux d'équipement des quartiers prioritaires et celui des EPCI englobantes.

L'indicateur ainsi retenu est le rapport entre le taux d'équipement des quartiers prioritaires et le taux d'équipement des EPCI englobantes :

$$(Nb \text{ d'équipements quartiers} / population \text{ quartiers}) / (Nb \text{ d'équipements EPCI} / population \text{ EPCI}) \times 100$$

La valeur de référence pour 2009 est de 80,4 % : le taux d'équipement des quartiers prioritaires atteint 80,4 % du taux d'équipement des EPCI englobantes. L'objectif est de réduire l'écart (20 %) à minima de moitié, soit une valeur cible de 90 %.

Réalisations :

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur cible (2023)			Source des données	Fréquence de communication de l'information
					H	F	T		
AQICa	Copropriétés, bâtiments publics, espaces publics construits ou réhabilités	m ²	FEDER	Plus développée			63 000 225 000	MDNA	Annuelle
CO37	Population vivant dans des zones bénéficiant de stratégies de développement urbain intégré	habitant	FEDER	Plus développée			130 000	INSEE	Annuelle (*)

(*) La fréquence dépendra de système de suivi des quartiers de la politique de la ville mis en place par l'INSEE.

- **AQICa = ~~63 000~~ m² 225 000 m²**

Le coût moyen au m² retenu est celui estimé par le CGET pour le calcul de l'IC39, soit de 600 €/m² à 2 000 €/m² construit pour les bâtiments publics. On retient le haut de la fourchette, soit 2 000 €/m² construit ou rénové. Compte tenu du budget disponible (11 M€), pour un coût total de 22 M€, on obtient : 22 M€ / 2 000 = 11 000 m².

Cette cible devra être affinée au regard de la nouvelle géographie de la politique de la ville : les quartiers n'auront pas les mêmes besoins selon qu'ils auront ou non bénéficié de la précédente programmation.

La cible intermédiaire 2018 a été calculée en fonction du phasage de la mise en œuvre de la gouvernance spécifique de l'axe 5. Les stratégies urbaines intégrées sont attendues pour fin juin 2015. Le calendrier politique de la ville au niveau national ne permettra pas un démarrage des opérations avant le dernier trimestre 2015 : les contrats de ville sont attendus pour fin juin 2015. Les périmètres définitifs des quartiers ne sont toujours pas connus et il en va de même pour le nouveau PNRU (co-financement). Compte tenu de ce calendrier et du phasage des projets (instruction, démarrage, études, marchés), la construction ou la réhabilitation de 2 200 m² devraient être achevée d'ici à fin 2018, soit 20 % de la valeur cible.

La cible 2023 est fixée à 63 000 m² dans le cadre de la révision du PO. Elle correspond à la valeur programmée au 31/12/2018. De nouveaux programmes de rénovation urbaine ont en effet vu le jour au cours de la programmation ce qui explique le nombre important de projets soutenus.

Modification PO 2020 :

AQICa = ~~63 000~~ m² 225 000 m²

L'abondement en cout total de l'OS de + 2,4M€, le niveau de programmation physique mi 2020 (146 000m²), le cout unitaire observé au m² (100 à 200€ m²) et la programmation prévisionnelle, amènent à une projection pour 2023 de 225 000 m². Cette augmentation s'explique en partie par la sélection d'un plus grand nombre de projets d'aménagements extérieurs en fin de programme.

En conséquence, cet indicateur retenu pour le cadre de performance de l'axe 5 est également révisé : AQICa = ~~63 000 m²~~ 225 000 m²

- CO37 = 130 000 habitants

Il est attendu que tous les EPCI concernés présentent une stratégie de développement urbain intégré lors de l'appel à manifestation d'intérêt, ou a minima un projet d'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour la définition de cette stratégie.

La population concernée sera celle des quartiers éligible à la nouvelle politique de la ville, non encore connus. Notre estimation se base sur les ZUS (zones urbaines sensibles) qui représentent 75 % des quartiers de la précédente politique de la ville et pour lesquelles nous disposons de données sur la population de 2009, soit 129 385 habitants.

La population de ces quartiers étant quasiment stable la cible à 2023 est fixée à 130 000 habitants.

Carte des quartiers de la politique de la ville 2014-2020

